



Agence Française
de Développement
Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Médicaments
- Café

GEOGRAPHIES

- Sénégal
- Jordanie

ORGANISATIONS

- UIT
- RSE

DEBATS SUR L'AIDE ■ La coopération au développement en France 1997-2004 : réforme et modernisation de l'Etat ■ The Development Co-operation Report 2007 ■ Stabilité, sécurité et développement : une introduction

A NE PAS MANQUER ■ Afrique, pillage à huis clos : comment une poignée d'initiés siphonne le pétrole africain ■ Coopération décentralisée, tourisme responsable et solidaire et développement des territoires 2006 : *vade-mecum* ■ Spécialisation des échanges entre le Brésil et la Chine

Editorial

Le miracle de la mer morte

Et la mer se transformera en un champ de sel... Ce qui pourrait ressembler à une prophétie biblique est en train de devenir une réalité : la mer Morte, ce lieu hautement symbolique, risque de disparaître.

Les eaux les plus basses et les plus salines du globe ont perdu un tiers de leur volume depuis les années 1960 et continuent de baisser d'un mètre par an.

Effet de la folie des hommes qui, pour irriguer leurs cultures, captent et pompent sans retenue la principale source d'alimentation de cette mer, le Jourdain. Or quand on sait que les besoins en eau dans la région vont doubler d'ici 2015, les années à venir pourraient bien prendre une allure d'Apocalypse.

En ces temps obscurs où l'on se préoccupe beaucoup de savoir comment « faire face à la pénurie », une trouvaille née d'un brillant cerveau au début du siècle est revenue au goût du jour et pourrait s'imposer comme une véritable panacée.

La mer où se baignait jadis Cléopâtre pourrait en effet être le théâtre d'un projet digne de Pharaon ...

L'idée consiste - tout simplement - à creuser un canal entre la Mer Rouge et la Mer morte et transvaser de l'eau de

l'une à l'autre... La déclivité entre les deux serait mise à profit pour installer une centrale hydroélectrique, qui alimenterait une usine de dessalement de l'eau. Ce qui permettrait d'apporter non seulement de l'eau douce à Israël, la Jordanie et la Palestine... mais aussi de l'électricité et contribuer au développement touristique de la région... sans parler de la portée politique que pourrait revêtir cette réalisation prométhéenne baptisée - fort opportunément - « Canal de la paix ».

Les apprentis sorciers des plus nobles institutions financières engagés dans de longues études de faisabilité l'affirment : c'est techniquement possible et cela peut rapporter gros...

Surtout aux entreprises de construction, à l'usine de désalinisation et à la centrale électrique, sous-entendent certains empêcheurs de tourner en rond qui ne manquent pas d'attirer l'attention sur l'impact de cet investissement sur le coût de l'eau. Tandis que d'autres détracteurs, s'élevant contre le risque de « catastrophe écologique », n'hésitent pas à affirmer que pour faire ressusciter la Mer morte, la solution la plus simple, du point de vue environnemental comme du point de vue économique, consisterait à réouvrir les vannes du Jourdain...

Défis mondiaux

Médicaments

L'ouvrage

Les problématiques du médicament dans les pays en développement

Institut de médecine tropicale du service de santé des armées, 2006, 640 p. - **Cote H.043**

Les auteurs et contributeurs de cette étude rappellent à juste titre que le médicament n'est pas un bien de consommation comme les autres et que les aspects qualitatifs qui en font toute la spécificité doivent également, sinon principalement, mener à améliorer la gestion de sa fabrication, de son utilisation, de sa dispensation et de l'analyse des effets directs des molécules actives sur l'individu et les populations. Le médicament dans les pays en développement, sujet au cœur des débats, concerne d'abord la recherche de l'amélioration de la santé des populations mais il touche aussi aux économies de la santé, à la géopolitique sanitaire et aux aspects éthiques de la recherche. C'est par une approche globalisée que ce sujet est ici traité, reflétant toute la diversité et la complexité des problèmes et défis face aux nombreux enjeux.

Le rapport web

Rapport sur les conditions de mise sur le marché et de suivi des médicaments

Sénat, 2006, 311 p.

L'article L. 5111-1 du code de la santé publique définit le médicament comme « toute substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines ou animales, ainsi que tout produit pouvant être administré à l'homme ou à l'animal en vue d'établir un diagnostic médical ou de restaurer, corriger ou modifier leurs fonctions organiques ». Les médicaments sont donc des substances actives, qui peuvent être dangereuses et dont la conception, la fabrication, la commercialisation et l'utilisation doivent, pour ces

motifs, être contrôlées. En conséquence, dans tous les pays développés, ils sont soumis à des procédures d'autorisation de mise sur le marché (AMM) et font par la suite l'objet d'un contrôle continu, dit de pharmacovigilance, pouvant conduire au retrait du produit par les autorités nationales de santé en cas d'évolution défavorable. Le rapport examine le rôle des agences dans la politique du médicament, l'indépendance de l'information et de l'expertise, ainsi que l'efficacité des outils de sécurité sanitaire.

L'article

Du riffi en pharmacie

Courrier International, n° 852, 2007, pp. 40-45 - **ART. 109**

Avec un chiffre d'affaires de près de 600 milliards de dollars, le marché du médicament est en pleine forme. Bien que les consortiums pharmaceutiques doivent faire face à la concurrence des produits génériques fabriqués en Inde ou en Thaïlande, ils misent désormais sur les biotechnologies et multiplient les procès contre les producteurs du tiers-monde. Les patients sont souvent les victimes de cette guerre commerciale, quand ils ne doivent pas faire face parfois à des contrefaçons mortelles. Au sommaire de ce dossier, quatre articles : les grands laboratoires attaqués de toutes parts ; un monde de concurrence impitoyable ; menaces sur les génériques thaïlandais ; les Robin des Bois des antiviraux.

Défis mondiaux

Café

L'ouvrage

Le paradoxe du café

Daviron, B. ; Ponte, S., 2005, 300 p. - Cote M2.169

Cet ouvrage part d'une grande question : les pays en développement peuvent-ils sortir de la pauvreté grâce au commerce ? Les échanges internationaux se sont fortement accrus durant les deux dernières décennies et le commerce représente une source importante de revenu pour ces pays. Au travers de l'étude de la chaîne mondiale de valeur du café, les auteurs réexaminent les contraintes auxquelles sont confrontés les pays en développement exportateurs de matières premières. Ils mènent cette analyse en traitant de ce qu'ils appellent le « paradoxe du café » : la coexistence d'un « boom » du café dans les pays consommateurs et d'une crise dans les pays producteurs. Ce livre montre que l'origine du paradoxe du café réside dans la différence de produit existant de plus en plus entre le « café » vendu par les producteurs agricoles et le « café » acheté par les consommateurs. Au-delà d'une étude de cas sur le commerce mondial du café, cet ouvrage contribue sur le plan théorique et méthodologique, à une analyse critique et à un profond renouvellement de l'analyse de la filière.

Le rapport web

Des raisons de changer : faire entendre la voix des petits producteurs dans le prochain Accord international sur le café

Oxford Committee for Famine Relief, 2006, 23 p.

La production de café joue un rôle crucial dans la vie de millions de foyers ruraux dans le monde en développement. L'instabilité du marché notamment, la baisse des termes de l'échange et l'insuffisance de l'accès aux infrastructures, de ressources financières et d'information sur le marché, ne permettent pas aux familles rurales qui produisent 75 % du café consommé dans le monde d'atteindre des moyens d'existence durables. L'Accord international sur le café (AIC) expire en septembre 2007. Les négociations du prochain AIC sont une opportunité historique de

L'AGENDA

- 7 avril 2007 - Journée mondiale de la santé : la sécurité sanitaire internationale, OMS, Genève, Suisse
- 16-27 avril 2007 - Forum des Nations unies sur les forêts-New York, USA
- 19-22 avril 2007 - Salon et conférence internationale sur les énergies renouvelables et alternatives BioEnergy, Bois International, Orléans, France
- 21-25 avril 2007 - Conférence internationale sur les changements climatiques et leurs impacts sur les zones côtières et les deltas fluviaux, Académie de recherche scientifique et de la technologie (ASRT), Alexandrie, Egypte
- 3-5 mai 2007 - Conférence internationale sur l'agriculture biologique sécurité alimentaire, FAO, Rome, Italie

s'attaquer à la crise actuelle de la filière. La réunion des pays producteurs et exportateurs de café devrait permettre la création et la mise en oeuvre d'un système commercial équitable et participatif. Enfin, une liste de recommandations spécifiques soumises aux délégations qui participent au Conseil de l'OIC (Organisation internationale du café) permettrait à cette dernière d'ouvrir des droits, en son sein, aux petits producteurs et intervenants non gouvernementaux et de créer des stratégies en vue de développer une chaîne d'approvisionnement durable au niveau international.

L'article

Filière du café au Laos et stratégies paysannes

Duris, D., Bonnal, P., Pilecki, A., Recherche et caféiculture 2002, 2002, 60-74 p.

Sur le plateau des Bolovens dont la production agricole est fortement diversifiée, le café concerne près de la moitié des agriculteurs et a un rôle économique et social important. Les enquêtes socio-économiques montrent une grande diversité des systèmes de production et des stratégies paysannes en fonction de l'altitude et de la disponibilité des terres. La libéralisation de la filière et la hausse des cours mondiaux qui a suivi jusqu'en 1988 ont entraîné une modification du paysage rural. Des conseils techniques ont été dispensés aux paysans et une approche « qualité » de la production a été prise en compte pour assurer la durabilité des systèmes de production.

Géographies

Sénégal

L'ouvrage

Politique et puissance de l'argent au Sénégal : les désarrois d'un peuple innocent

Toumany, M., 2006, 257 p. - **Cote PSN.020**

Depuis la victoire de l'opposition aux élections présidentielles du 19 mars 2000 qui a consacré l'accession de Abdoulaye Wade au pouvoir, le Sénégal conserve aux yeux des observateurs internationaux son image de modèle de démocratie dans le continent et même à travers le monde. Et pourtant rien aujourd'hui ne permet d'assurer les citoyens d'un lendemain meilleur au moment où cette alternance semble de plus en plus perçue par la grande majorité des Sénégalais comme un désastre total : clientélisme politique inquiétant, politisation des institutions judiciaires par la destruction du bien commun, scandales financiers, crises de fonctionnement des entreprises nationales, dysfonctionnements administratifs liés aux incessants remaniements ministériels, conflits politiques et idéologiques, rhétorique religieuse qui remplace l'argumentation politique, etc. En abordant ainsi les questions d'éthique politique et de politiques de développement, l'ouvrage se veut un outil stimulateur d'un dialogue national pour permettre le retour de l'utilité politique, la remise en route des institutions de la République et une reconstitution du réel et du concret qui correspondent aux réalités économiques du Sénégal et donc aux attentes des citoyens.

Le rapport web

La gestion des ordures ménagères dans les villes secondaires du Sénégal : vers des politiques municipales incluant les quartiers périphériques

Rouyat, J. ; Broutin, C. ; Rachmuhl, V. ; Gueye, A. ; Torrasani, V. ; Ka, I., 2006, 94 p.

La gestion des déchets ménagers solides est un défi majeur pour les municipalités sénégalaises. Elles rencon-

trent d'importantes difficultés pour assumer correctement ce service : une partie importante du territoire urbain demeure peu ou pas desservie par les dispositifs de collecte ; les initiatives privées ou associatives de pré-collecte restent insuffisamment articulées avec le service communal ; la privatisation complète du service ne résout pas la question des quartiers populaires. Dès lors, sur quelles bases fonder des politiques communales cohérentes et efficaces ? Cette publication est le fruit d'une capitalisation d'expériences menée par le Gret, LVIA et Pacte. Elle analyse les conditions de viabilité des systèmes de pré-collecte et des dispositifs municipaux de gestion des ordures ménagères dans onze villes secondaires du Sénégal. Elle formule des recommandations sur la gestion de la filière, son organisation générale et sur les relations entre les différents acteurs.

L'article

Le Sénégal à la croisée des chemins

Diop, M.-C., *Politique africaine*, n° 104, 2007, pp. 103-126

Le 25 mars 2000, une coalition de partis politiques a mis un terme au long règne du parti socialiste au Sénégal. Cet article tente de reconstituer et d'expliquer les origines de la situation difficile dans laquelle le pays se trouvait à cette date. Il monte ensuite, six ans après et sans prétendre à un bilan complet, ce que sont devenus les espoirs suscités par l'alternance politique. Il analyse enfin les luttes politiques qui s'intensifient et les forces en présence. Dans ce cadre, les enjeux des élections de 2007 sont définis et la volonté de réformes des « élites » est posée.

Géographies

Jordanie

L'ouvrage

Jordanie : comprendre, vivre

Saillard, C., 2006, 196 p. - Cote PJO.005

La Jordanie, pays libéral et ouvert, est un marché qui offre de réelles possibilités, mais dont le destin reste indissociable de celui de la région. Guide pour hommes d'affaires, ce document présente une vue d'ensemble du pays (la situation économique et financière, les principaux secteurs d'activité, le commerce extérieur, les investissements étrangers, la place de la France, les principales réglementations...), - des informations concrètes (carte détaillée du pays, tableaux synthétiques, témoignages de chefs d'entreprise, contacts en France et dans le pays). Une première partie porte sur les données géopolitiques, la situation de l'économie et celle du commerce international. La seconde partie présente les règles d'accès au marché, les modes et tendances de consommation, l'étiquette des relations d'affaires, les données de base juridiques et fiscales pour l'implantation d'une entreprise. Suivent des renseignements pratiques (formalités d'entrée, jours fériés, télécommunications, monnaie et change, heures d'ouverture, etc.) et des listes d'adresses (agences économiques, cabinets juridiques, cabinets d'audit, traducteurs et interprètes, banques, etc.).

Le rapport web

Making the Most of Scarcity: Accountability for Better Water Management in the Middle East and North Africa

World Bank, 2007, 234 p.

Le présent rapport est le cinquième d'une série de rapports phares sur le développement qui mettent en lumière les défis auxquels la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord est confrontée. Ce rapport vise à montrer de quelle manière la question de l'eau s'inscrit dans le contexte plus vaste des politiques économiques des pays de cette

L'AGENDA

- 18-19 avril 2007 - 2ème réunion, African Union Women's Committee, Addis Abeba, Ethiopie
- 19-24 avril 2007 - Salon de l'agriculture au Maroc, Meknès, Maroc
- 23 avril 2007 - Regards croisés Europe-Asie : développer les relations économiques, CEPII, Paris, France
- 25-26 avril 2007 - World Economic Forum sur l'Amérique latine, The Power of a Positive Regional Agenda, Santiago, Chili
- 4-5 mai 2007 - Assemblée générale de la Banque asiatique de développement, Kyoto, Japon

région. Pour ce faire, les questions se rapportant à cette problématique sont soumises à l'attention des non spécialistes de l'eau et à un public multisectoriel. Le rapport fait ressortir les mesures susceptibles de favoriser la mise en place d'un large programme de réforme dans le climat politique et économique actuel.

L'article

Traitement et utilisation des eaux grises en Jordanie

Moulinier, H., *Découvrir International*, juillet-août 2005, 2005, 42 p.

La Jordanie est l'un des pays les plus menacés par la pénurie d'eau dans le monde. Depuis 2001, le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) développe, en partenariat avec le réseau inter-islamique sur l'aménagement et la gestion des ressources en eau, un projet de réutilisation des eaux usées en agriculture urbaine. Celui-ci consiste à traiter les eaux ménagères de cinquante foyers de la banlieue de Tafleeh, à l'ouest du pays, et à les réutiliser pour l'irrigation des potagers. L'intérêt du projet est double puisqu'il permet aux usagers d'assurer une production vivrière minimale et d'économiser l'eau destinée à la consommation humaine.

Organisations

UIT

L'ouvrage

Mesurer la société de l'information : Indice d'accès aux TIC et indicateurs des télécommunications / TIC dans le monde 2007

Union internationale des télécommunications, 2007, 220 p. - Cote O3.008

Ce rapport de l'Union internationale des télécommunications présente l'Indice d'accès aux TIC et les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde pour 2007. L'indice révèle que, même si certains pays ont accompli des progrès sensibles depuis le début du XX^e siècle, les possibilités d'accès aux TIC restent inégalement réparties. Les Indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde, document de référence de l'UIT, présentent sous forme de tableaux des statistiques pour la fin de l'année 2005. Ces données permettent de suivre l'évolution des principaux indicateurs (développement des réseaux téléphoniques, communications mobiles, nombre d'abonnés à l'Internet et d'utilisateurs de l'Internet, tarifs, recettes et investissements) pour quelque 200 pays.

Le rapport web

Rapport sur le développement des télécommunications / TIC dans le monde : mesurer l'incidence des TIC sur le développement économique et social

Union internationale des télécommunications, 2006, 200 p. - Cote O3.005

Ce rapport a été élaboré spécialement pour la Conférence mondiale de développement des télécommunications de mars 2006. Outre l'examen des progrès réalisés concernant l'évaluation de l'incidence des TIC sur le développement socio-économique, le rapport contient les derniers indicateurs des télécommunications / TIC pour quelque 180 pays. L'importance des TIC et la façon dont ces technologies transforment le monde, ont été confirmées par la

décision prise par l'Organisation des Nations unies de tenir le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). Le succès remporté par les deux phases du Sommet (décembre 2003 à Genève et novembre 2005 à Tunis) ont fait ressortir encore davantage l'importance du sujet.

L'article

L'UIT : l'Agence spécialisée des Nations unies, acteur déterminant dans l'évolution néolibérale du secteur des télécommunications

Fullsack, J.-L., *Coopération solidarité développement aux PTT*, 2006, 10 p.

Selon l'auteur de l'article, l'Union internationale des télécommunications (UIT) a en principe toute l'expérience (140 ans) et la légitimité pour promouvoir les biens publics mondiaux dans les télécommunications. Cette notion est d'ailleurs de plus en plus utilisée dans ses travaux. Mais cette institution publique intergouvernementale a décidé pour diverses raisons, financières notamment, de s'ouvrir au privé et au non-gouvernemental. Les multinationales et les intermédiaires du secteur y déploient avec succès leur lobbying, tandis que la porte reste fermée aux associations à but non lucratif de la société civile. D'où, selon l'auteur, une série de choix calamiteux, que ce soit en termes d'attribution des fréquences ou même de volatilisation de l'argent public dans des « éléphants blancs ».

Organisations

RSE

L'ouvrage

Responsabilité sociale et environnementale, l'engagement des acteurs économiques : mode d'emploi pour plus d'éthique et de développement durable

Commenne, V., 2006, 303 p. - Cote E2.236

Le concept de « développement durable » suppose un type de développement économique écologiquement sage et socialement équitable. Cette réalité pousse les entreprises à s'engager aujourd'hui dans cette démarche de double responsabilité : sociale et environnementale. Mais elles ne sont plus seules dans la partie : dans le monde entier d'autres acteurs économiques, ONG, syndicats, organisations de consommateurs, autorités publiques innovent en mettant en place eux aussi une démarche éthique de responsabilité sociétale. Comment est-il possible de faire coopérer ces acteurs entre eux ? Quels sont les moteurs et les résistances à ces dynamiques ? Quelles pistes s'offrent à nous pour favoriser l'émergence de ces pratiques ? Cet ouvrage s'attache à décrire les enjeux, à identifier les dynamiques à l'œuvre par le monde, à suggérer des futurs possibles... pour nous assurer, à tous, un avenir de qualité.

Le rapport web

Responsabilité sociale des entreprises et développement durable des pays du Sud

Environnement et développement du Tiers Monde (Europe) / 4D / SHERPA, 2007,

Organisée par les associations 4D, Enda Europe et Sherpa avec le soutien de la Chaire Développement Durable de Sciences Po Paris, cette journée entendait approfondir la question du rôle des multinationales dans le développement socio-économique de leurs lieux d'implantation. Les échanges ont permis de présenter des pratiques exemplaires, d'ébaucher des pistes d'actions et d'amorcer un débat entre acteurs concernés sur le thème de la responsabilité des entreprises pour le développement durable. Quatre domaines d'activité étaient visés :

L'AGENDA

- 14-15 avril 2007 - Réunion de printemps FMI/ Banque mondiale, Washington, Etats-Unis
- 18-20 avril 2007 - Conseil du commerce et du développement, 41ème session spéciale, CNUCED, Genève, Suisse
- 26-27 avril 2007 - Nouvelles perspectives sur la mondialisation financière, FMI, Washington, USA
- 27-28 avril 2007 - 3ème Forum national du commerce équitable, Paris, France
- 9-10 mai 2007 - Conseil général de l'OMC, Genève, Suisse
- 30 avril-18 mai 2007 - Comité contre la torture, 38ème session, HCDC, Genève, Suisse

financement de petites entreprises, industries agroalimentaires, technologies de l'Information et de la Communication, industries extractives et énergie.

L'article

L'industrie minière malienne : la nécessité de la régulation et du renforcement des capacités

Belem, G., Les Cahiers de la Chaire, n° 18, 2006, 17 p.

L'extraction minière est l'une des activités industrielles qui génère le plus d'impacts environnementaux et sociaux. Le déplacement des activités de cette industrie des pays industrialisés vers les PED est venu renforcer l'incidence de ces impacts dans la mesure où les projets miniers prennent généralement place dans des zones reculées. Cependant, l'absence de la régulation internationale des entreprises multinationales réduit celle du secteur minier aux initiatives de responsabilité sociale corporative des multinationales elles-mêmes. Compte tenu des capacités limitées des gouvernements des pays hôtes, les gouvernements des pays d'origine des entreprises minières, dont le Canada fait partie, ont un rôle à jouer. Il s'agit de favoriser la responsabilité des Etats des PED afin de leur permettre de répondre aux impératifs du développement économique et social auquel le secteur minier peut et doit contribuer. Il est indispensable d'affermir la régulation des activités minières dans ces pays en renforçant les capacités de régulation des agences gouvernementales des pays hôtes afin qu'elles puissent faire respecter les lois nationales et les autres engagements des entreprises.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

La coopération au développement en France 1997-2004 : réforme et modernisation de l'état

Sadoulet, E., 2006, 220 p. - Cote R4.089

La réforme de la politique de coopération au développement mise en oeuvre en 1998 par le gouvernement de Lionel Jospin apparaît comme un tournant essentiel. Elle semblait nécessaire dans ce secteur confronté à de très nombreuses critiques (complexité institutionnelle, néocolonialisme, inefficacité, affaires). Mais comment le changement a-t-il pu se construire malgré les freins opposés par tous ceux qui pouvaient souhaiter le statu quo, à commencer par les administrations concernées ? L'étude présentée dans cet ouvrage donne un éclairage original sur le long chemin de la "modernisation de l'Etat", entre résistances des organisations, communication politique, inertie de l'action publique, schémas culturels préétablis ou contraintes budgétaires. Le processus de réforme apparaît, in fine, largement indéterminé. Mais il a, malgré tout, débouché sur un profond changement du paysage institutionnel de la politique de coopération, laissant une place centrale à un acteur jusque-là de second plan : l'Agence Française de Développement.

Le rapport web

The Development Co-operation Report 2007

OCDE, 2007, 250 p.

Le Rapport sur la coopération et le développement 2007 révèle qu'il faudrait que le financement du développement, qui fait apparaître une augmentation de 5% par an, augmente de 11 % chaque année de 2008 à 2010 pour atteindre les Objectifs du Millénaire. Le rapport passe en revue les volumes d'aide octroyés par les différents bailleurs (les Etats-Unis sont premiers en termes de volume, la Suède et la Norvège en termes de pourcentage par rapport à leur PIB) ainsi que les pays qui reçoivent les montants d'aide les plus importants (l'Irak a reçu US\$12,9 milliards par an en 2004-05 et le Nigeria US\$3,2 milliards, montants tous deux gonflés par d'exceptionnelles remises de dettes). Le rapport examine les ten-

L'AGENDA

- 3 avril 2007 - Policy Reform Options for Effective Development Finance, réunion plénière à haut niveau du Forum mondial sur le développement, Comité d'aide au développement / Centre de développement, OCDE, Paris, France
- 3-4 avril 2007 - Réunion à haut niveau du Comité d'aide au développement (DAC), OCDE, Paris, France
- 24 avril 2007 - Examen par les pairs de l'aide de la Communauté européenne (Etats-Unis et Australie), OCDE, Paris, France

dances majeures de l'attribution de l'aide et comprend les premières conclusions tirées de l'enquête sur la mise en oeuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. En 2005, l'aide publique au développement mondiale a atteint un niveau record de US\$106,8 milliards. Environ 20% de ce montant correspond aux remises de dettes de l'Irak et du Nigeria. De ce fait, les experts de l'OCDE tablent sur un léger déclin en 2006 et 2007.

L'article

Stabilité, sécurité et développement : une introduction

Bourguignon, F., *Revue d'économie du développement*, n° 4, 2006, pp.5-19

Lors des dernières années, la sécurité des personnes est devenue une source majeure d'intérêt pour le monde. Se limitant aux problèmes de sécurité économique, l'auteur affirme qu'il y a des mécanismes de base à travers lesquels les risques, assurés ou non, causent souvent des dommages au développement économique et social. Partant du constat de la preuve du coût substantiel du risque pour le développement, en particulier quand il n'est pas assuré et dans les pays à faible revenu, il montre que les risques économiques non assurés pour les pauvres ou les pays à faible revenu tendent à créer des trappes à pauvreté, qui à leur tour limitent sévèrement les perspectives de développement, tant au niveau microéconomique que macroéconomique. Il montre ensuite qu'à travers les trappes à pauvreté et les effets négatifs de la limitation du risque, l'insécurité tend à accroître la pauvreté et les inégalités.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Afrique, pillage à huis clos : comment une poignée d'initiés siphonne le pétrole africain

Harel, X., 2006, 280 p. - **Cote N2.043**

Au Congo, au Gabon, au Nigeria, en Angola ou en Guinée équatoriale, on peine à découvrir à quoi a servi la manne pétrolière. Pauvreté, guerres civiles, maintien au pouvoir de régimes peu démocratiques, tel est le bilan peu glorieux de l'exploitation pétrolière en Afrique. Celle-ci nourrit surtout une corruption débridée. Au Congo-Brazzaville a été mis en place une kyrielle de sociétés écrans qui ont permis de détourner des centaines de millions de dollars. La mobilisation des pays riches (G8) en faveur de l'Afrique ressemble surtout à une opération de communication. Il est indispensable que les compagnies pétrolières occidentales fassent la lumière sur ce qu'elles versent aux États africains. La transparence reste le meilleur antidote contre la corruption.

Le rapport web

Coopération décentralisée, tourisme responsable et solidaire et développement des territoires 2006 : vade-mecum

Direction générale de la coopération internationale et du développement, 2006, 94 p.

Le présent vade-mecum est issu des travaux du chantier « Coopération décentralisée, tourisme responsable et solidaire et développement des territoires » de la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD), présidé par Jean-Claude MAIRAL, Vice-président du Conseil régional Auvergne. S'appuyant sur de nombreux exemples français ou européens, cet ouvrage constitue un outil pratique destiné aux collectivités territoriales et notamment à celles et ceux qui souhaitent inscrire, dans une démarche de valorisation durable et d'échanges plus équitables, la promotion des potentiels touristiques des communautés du Sud avec lesquelles elles ont des liens de coopération décentralisée.

L'article

La spécialisation des échanges entre le Brésil et la Chine

Coiteux, M., Observatoire des Amériques, 2006, 7 p.

En 2004, la presse latino-américaine et internationale faisait ses grands titres avec la promesse d'investissements chinois de l'ordre de 100 milliards de dollars en Amérique latine au cours de la période 2004-2014. Ce chiffre de 100 milliards de dollars était à la mesure des attentes créées par le nouveau rôle international de la Chine. Il n'aura fallu qu'un an pour que ces attentes soient ramenées à de plus justes proportions, au point où la même presse qui faisait miroiter les milliards parle maintenant plutôt de désillusion, particulièrement au Brésil où le discours officiel misait très grand. Cette désillusion se conjugue en outre aux craintes qui s'expriment au Brésil, comme ailleurs, devant la compétitivité affichée par la Chine dans de nombreux secteurs industriels.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : dette, éducation des filles
- GEOGRAPHIES : Vietnam, Congo Kinshasa
- ORGANISATIONS : UNICEF, PPP

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Sylvie SCIANCALEPORE, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43

ISSN 1776-1069